

L'écologie est à la mode... Doit-on s'en réjouir ? Bien sûr, il y a l'effet canicule, il y a les débats incessants autour du Traité de Paris, de moins en moins respecté par les grandes puissances et qui semble désormais rejoindre le magasin des « bonnes intentions sans réalisation », et il y a ce succès tout relatif de la liste de M. Jadot aux dernières élections européennes qui lui fait prendre ses rêves pour des réalités, sans oublier les mobilisations lycéennes du vendredi qui ont permis au gouvernement d'éviter une véritable mobilisation contestatrice au moment le plus vif de la révolte des Gilets jaunes. Tout cela a pu faire de l'écologie un thème d'actualité et c'est fort heureux ; mais ce qui l'est moins, c'est **qu'elle apparaît désormais plus comme une mode médiatique que comme une véritable réflexion sur notre mode de vie et de consommation** . Or, l'écologie ne peut se contenter d'être un beau discours ou une suite de déclarations d'intentions, au risque de devenir une idéologie coupée du réel et de perdre tout crédit en politique, pourtant nécessaire pour espérer relever les défis environnementaux et changer les perspectives.

Dans le dernier numéro de *Marianne*, Natacha Polony, qui se réclame de la décroissance, remet quelques pendules à l'heure en précisant « **les données du problème**

» posé par les dérèglements climatiques contemporains : elle dénonce ainsi un discours trop souvent entendu sur les capacités d'adaptation de l'homme et des sociétés : «

l'adaptation s'est faite, dans les siècles passés, au prix de violences et de morts. Les guerres à venir pour l'eau et les terres arables ne sont pas des hypothèses mais des risques majeurs.

» Avec une démographie mondiale qui n'est pas vraiment maîtrisée dans les continents asiatique et africain, et une intégration croissante de leurs pays dans une société de consommation née il y a un siècle de l'autre côté de l'Atlantique et qui se caractérise par la croyance en « l'illimitation du monde » et par une néophilie permanente et pourvoyeuse de démesure,

la planète ne peut, comme au terme de la mondialisation du XIXe siècle, que se heurter aux limites qu'elle a cru pouvoir éternellement repousser

: c'est ce moment particulier qui, par lui-même, est terriblement

belligère

et qui, s'il n'est pas surmonté par la perception de la fragilité de la paix et (pour chacune des puissances elles-mêmes) de celle de sa propre existence géopolitique et nationale, peut mener au pire, c'est-à-dire à

la transformation de la concurrence économique et commerciale en confrontation militaire et politique

, d'autant plus violente qu'elle mobilise toutes les forces nécessaires à surmonter l'obstacle, au risque de perdre, une fois de plus, tout sens de la mesure et toute possibilité de conciliation, chacun considérant « son » modèle comme « non négociable », selon le terrible mot du président Bush (le second).

L'eau et les terres agricoles sont, non seulement les richesses d'antan

(ce que les rois de France avaient compris et que, en quelques mots célèbres, Sully avait formulé),

mais encore plus celles de demain, dans un monde qui devra continuer à assurer la subsistance de chacun malgré la raréfaction des ressources

, conséquence d'une surexploitation débridée et plus quantitative que qualitative. Or, les crises climatiques que, malgré toute sa puissance technique, l'homme n'arrive pas vraiment à maîtriser, font craindre

une modification de la carte des productions agricoles et, pour le cas de notre métropole, une déperdition importante de ses particularités et richesses qui sont à la base de notre gastronomie et de son excellence et, au-delà, de notre civilisation française

. C'est d'ailleurs ce que souligne aussi Natacha Polony : «

les changements qui sont à l'œuvre auront un impact sur les paysages qui nous entourent, sur nos modes de vie, et donc sur la perpétuation de cette civilisation européenne et tout particulièrement française fondée sur le caractère tempéré du climat et le type de végétation et de culture que produit cette tempérance.

»



Bien sûr, si l'on évoque le « réchauffement climatique », il sera facile de nous objecter que notre pays a connu, dans son histoire bimillénaire, d'autres épisodes de canicule et de désordres climatiques qui, comme la formule l'indique, sont bien **une rupture des équilibres habituels et nécessaires, naturels mais aussi agricoles**

, au risque de provoquer crises alimentaires et surmortalité. Qu'il y en ait eu bien avant le XXI^e siècle n'enlève rien à leurs dramatiques conséquences, et tout l'effort des pouvoirs de l'époque comme d'aujourd'hui a été et doit être d'amortir « le choc sur la nature et les hommes », la nature étant, ici, celle qui n'est pas vraiment naturelle mais plutôt « agricole », puisque nos sociétés, à tort d'ailleurs, négligent fortement tout ce qui ne leur apparaît pas directement reliée et profitable... Néanmoins, il nous faut rappeler (par exemple) l'importance des zones humides qui souffrent énormément des sécheresses à répétition, entraînant la disparition des batraciens, des libellules ou des poules d'eau qui sont, eux aussi, des richesses de la biodiversité « inutile » à la société de consommation et pourtant absolument nécessaire à l'éventail du monde, comme le rappelait jadis Konrad Lorenz.

Mais les temps actuels ne sont pas ceux d'hier et il faut savoir les distinguer des temps anciens pour éviter toute erreur de diagnostic comme de stratégie face aux défis contemporains et futurs. D'abord, la démographie n'est pas la même, et son explosion numérique mondiale depuis un peu plus d'un siècle a obligé à une extension parfois démesurée des espaces anthropisés au détriment des forêts, des marais ou des prairies anciennes, d'une part pour accueillir et loger, d'autre part pour nourrir et satisfaire les populations ; ensuite, le système même de la société de consommation a entraîné une demande des consommateurs de plus en plus forte, suscitée parfois plus encore par une « tentation » toujours renouvelée et augmentée que par le simple appétit naturel ou par la nécessité vitale, et le « développement » prôné par Rostow et le président des Etats-Unis Truman à la fin des années 1940, n'est rien d'autre que l'intégration, plus ou moins forcée, à **cette même société de tentation et de consommation, très prédatrice d'espaces et de ressources naturelles**

... Ce

modèle anglosaxon et « fordo-franklinien »

n'est-il pas, d'ailleurs, la cause principale de la dégradation de notre planète, après les premières dévastations notables liées au modèle d'industrialisation lui-aussi issu du monde anglosaxon et d'abord anglais au XIXe siècle avant que d'être états-unien à partir du XXe ? Là aussi, il faudrait rappeler que

c'est bien la Révolution française et la fin du modèle social et corporatif français, légalisée en 1791, qui ont ouvert la voie à ces modèles pourtant si peu appropriés à la préservation de l'environnement comme au respect des hommes eux-mêmes et de leurs sociétés traditionnelles

(ce qui ne signifie pas immobiles...),

au risque de libérer des forces « mauvaises »

(dénoncées par Tolkien et par Bernanos, entre autres)

ou cet « orgueil humain »

qui oublie le sens même des sociétés humaines et de leurs membres.



Que nous soyons des héritiers, d'une façon ou d'une autre, ne nous dispense pas de séparer le bon grain de l'ivraie, fidèles en cela à la formule maurrassienne de la « **tradition critique** », et soucieux de ne pas être des spectateurs passifs quand le devoir nous impose l'action et la réaction face aux processus mortifères qui, si l'on n'y prend garde, nous mènent à ces guerres qu'évoque Natacha Polony. Si les royalistes cultivent un

écologisme intégral

qui peut surprendre, au moins dans sa formulation, c'est justement parce qu'ils se veulent des héritiers soucieux et sourcilleux, non seulement pour eux-mêmes, mais pour ceux à qui ils transmettront l'héritage français, des paysages multiples et variés aux ressources et richesses de ceux-ci, des beautés de la nature aux trésors de la culture, et qu'ils ont à cœur de ne pas l'appauvrir malgré les tentations de la « jouissance excessive » et de la consommation débridée, autres noms du gaspillage et de la destruction consumériste... «

Sauvegarder l'héritage

», voilà une œuvre éminemment écologique et politique mais qui ne

sera confirmée et enracinée dans le temps que par le retour de « l'héritier » statutaire

, issu de cette

dynastie capétienne

qui sait ce que signifie la patience et la mesure, et qui n'oublie pas que, dans le domaine environnemental, «

maintenir c'est créer

»...